

*Le budget—Mme Callbeck*

Ce prêt ne sera plus offert sans intérêt, ce qui veut dire que le producteur, l'agriculteur va y perdre. Les agriculteurs sont également pénalisés par la suppression graduelle par le gouvernement de la ristourne de taxe sur le carburant. La réduction de cette ristourne sur l'essence et le diesel représente en tout un manque à gagner annuel de 450 000\$ pour les agriculteurs de l'Île-du-Prince-Édouard. C'est une perte annuelle de 450 000\$. Nous ne saurions oublier que ces agriculteurs vont également être soumis aux augmentations d'impôt, à la surtaxe individuelle, à la taxe de vente fédérale, à la taxe d'accise au même titre que tous les Canadiens. Il appert que le gouvernement est en train de saper ce qui fait l'identité de notre province de l'Île-du-Prince-Édouard.

L'assurance-récoltes est remise en négociation par le budget. Le gouvernement fédéral entend ainsi ajouter au fardeau du Trésor provincial en lui faisant partager une part plus importante des frais d'assurance-récoltes. Cela représenterait environ un demi-million de dollars par année en cotisations additionnelles pour l'Île-du-Prince-Édouard. Le tourisme apporte annuellement environ 100 millions de dollars à l'économie de l'île. Il fait travailler en gros 11 000 personnes. L'Île-du-Prince-Édouard n'a pas un secteur industriel important. Nous n'avons pas de pétrole ou d'importances ressources naturelles mais nous savons accueillir les touristes. C'est un domaine où nous excellons, comme le font voir les chiffres que je viens d'indiquer. Le tourisme est un élément de rattrapage par rapport au reste du pays qui permet de donner à notre population un niveau de vie équitable. Mais le non-renouvellement par le gouvernement fédéral de l'entente portant sur le tourisme et la commercialisation, qui est assortie d'un budget de 11 millions, va faire baisser le nombre des touristes. Comme d'autre part le gouvernement réduit de 5 millions de dollars la promotion touristique à l'échelle internationale, on comprend que les habitants de l'île s'estiment menacés, frustrés, furieux après le gouvernement.

Le gouvernement assombrit l'avenir distant du tourisme à l'Île-du-Prince-Édouard qui risque ainsi de faire face à des problèmes à long terme. Dans les prévisions budgétaires de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, le gouvernement précise qu'à court terme, et je cite:

... les sommes disponibles au développement régional en Atlantique seront beaucoup moins importantes que prévues;

Ces deux faits ensemble donnent le thème du Budget: des difficultés temporaires pour un avenir difficile à long terme.

Les nombreuses plages qui émaillent la côte de l'Île-du-Prince-Édouard abritent également l'autre industrie de l'île, la pêche. Pourtant, c'est encore un secteur qui sera durement frappé par le gouvernement au nom de la

lutte contre le déficit. A l'instar des agriculteurs, les pêcheurs souffriront de l'élimination de la ristourne sur l'essence et le gazole. Les crédits attribués au ministère des Pêches et des Océans au titre des ports pour petits bateaux sont tout simplement insuffisants. Là encore, les pêcheurs en seront les victimes.

Au cours du dernier week-end, monsieur le Président, les répercussions de ce financement inadéquat sont apparues clairement. Mardi dernier, deux bateaux de pêche au homard se sont ensablés par suite de l'insuffisance des travaux de dragage dans ma circonscription. Le Budget doit être repensé. Il importe de prévoir davantage de fonds pour l'entretien des quais et le dragage des ports, afin que nos pêcheurs puissent travailler en toute sécurité.

La sécurité des habitants de l'Île, au fait de tous les Canadiens, est menacée par la décision de réduire les paiements de transfert aux provinces. La réduction de 1 p. 100 par an du taux de croissance du financement des programmes établis au cours des cinq prochaines années constitue une dégradation de l'appui du gouvernement fédéral à l'Île-du-Prince-Édouard dans les domaines de la santé et de l'enseignement postsecondaire. Cela représente une somme de 1 million de dollars en 1990-1991 et de 1,5 million de dollars en 1991 et 1992. Le gouvernement fédéral tente, semble-t-il, de se décharger de ses dettes sur les provinces.

En ce qui a trait aux soins de santé, cela revient à réduire le déficit sur le dos des malades. Le gouvernement fédéral sabre également dans le financement des universités à une époque où notre avenir dépend dans une si grande mesure de la formation de la main-d'oeuvre.

Étant donné que le gouvernement a basé sa campagne électorale sur la nécessité de savoir faire face aux changements et de préparer le Canada à l'avenir, le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il n'attache peut-être pas toute l'importance voulue aux soins de santé, à la recherche et à l'enseignement. Cependant, le gouvernement entend, semble-t-il, puiser de plus en plus dans les poches des Canadiens. Il fait passer de 3 à 5 p. 100 la surtaxe sur les revenus de moins de 50 000\$. Il accroît la taxe sur les appels interurbains et la câblodistribution. Il augmente la taxe d'accise et la taxe de vente fédérale ainsi que la taxe sur l'essence. Je pourrais continuer ainsi pendant longtemps. Toutes ces augmentations ont des répercussions notables sur le revenu disponible des Canadiens.

• (1220)

Beaucoup de gens de ma circonscription arrivent à peine à joindre les deux bouts d'un chèque de paye à un autre. Comment vont-ils pouvoir alors faire face à toutes ces augmentations d'impôt?